

**DECISION N°2024-0025/CSC**

Portant suspension de la diffusion des programmes  
de TV5 Monde au Burkina Faso

**LE CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;
- Vu** la loi organique n°041-2023/ALT du 21 novembre 2023 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de la communication ;
- Vu** la loi n°059-2015/CNT du 04 septembre 2015 portant régime juridique de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Burkina Faso ;
- Vu** le décret n°2024-0041/PRES-TRANS/PM/MJDHRI du 25 janvier 2024 portant nomination de Conseillers au Conseil supérieur de la communication ;
- Vu** le décret n°2024-0056/PRES-TRANS du 31 janvier 2024 portant nomination d'un Président du Conseil supérieur de la communication ;
- Vu** le décret n°2024-0146/PRES-TRANS/PM/MJDHRI du 27 février 2024 portant nomination d'un Vice-président du Conseil supérieur de la communication ;
- Vu** le décret n°2018-1177/PRES/PM du 26 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement du Collège des Conseillers et des services administratifs du Conseil supérieur de la communication ;
- Vu** la décision n°2024-009/CSC/CAB du 07 février 2024 portant Règlement intérieur du Collège des Conseillers du Conseil supérieur de la communication ;
- Vu** l'arrêté n°2024-012/CSC/CAB du 07 février 2024 portant nomination des membres des commissions spécialisées du Conseil supérieur de la communication ;
- Vu** la délibération du Collège des Conseillers du Conseil supérieur de la communication en sa session extraordinaire du 18 juin 2024 ;



Sur auto-saisine du Conseil supérieur de la communication (CSC), conformément à l'article 12 de la loi organique n°041-2023/ALT du 21 novembre 2023 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement du CSC ;

**Pour les motifs suivants,**

Attendu que le CSC, suivant alerte relative à la diffusion par la télévision internationale TV5 Monde, au cours de son journal du 17 juin 2024, d'un élément portant sur l'actualité liée à la crise sécuritaire au Burkina Faso, s'est autosaisi ;

Qu'en considération de l'urgence, le Collège s'est réuni en session extraordinaire ;

Qu'après analyse du contenu des publications sur les différents canaux de diffusion de la Télévision internationale TV5 monde, le Collège a constaté des insinuations malveillantes et des affirmations infondées de la part de l'invité du jour Monsieur BARRY Newton Ahmed, tendant à une manipulation de l'opinion ;

Qu'en outre, ses allégations sont de nature à minimiser les efforts consentis par les autorités de la Transition, les forces combattantes et les populations, dans l'élan de reconquête du territoire national ;

Que de tels actes, susceptibles de créer la psychose, sont contraires aux articles 130 et 131 de la loi 059-2015/CNT du 04 septembre 2015 portant régime juridique de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Burkina Faso, qui prohibent la diffusion ou la reproduction de nouvelles fausses de nature à porter atteinte à la paix publique ainsi que l'apologie des crimes ou délits ;

Attendu qu'aux termes de l'article 54 de la loi organique n°041-2023/ALT du 21 novembre 2023 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de la communication, l'instance de régulation prononce des sanctions contre toute violation des dispositions législatives et réglementaires de son domaine de compétence ;

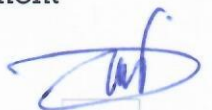
Qu'au regard de ce qui précède et après en avoir délibéré en sa session extraordinaire du 18 juin 2024 ;

**DECIDE**

**Article 1 :** La diffusion des programmes de la télévision internationale TV5 Monde est suspendue au Burkina Faso pour une durée de six (06) mois à compter de la notification de la présente décision ;

**Article 2 :** Durant cette période, il est interdit toute émission, diffusion ou retransmission des programmes de la télévision internationale TV5 Monde, par quelques moyens que ce soit, sur toute l'étendue du territoire burkinabè ;

**Article 3 :** La télévision internationale TV5 Monde est condamnée au paiement d'une amende de cinquante millions (50 000 000) FCFA ;

  
2




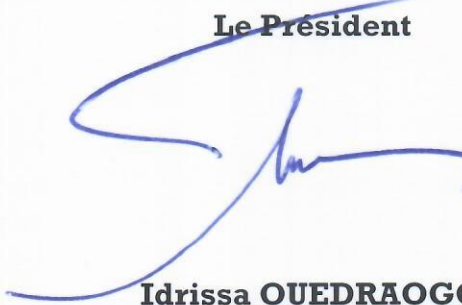
Cette somme est payable auprès du Trésor public burkinabè avant l'expiration du délai de suspension ;

**Article 4:** Le Secrétaire général du CSC est chargé de l'application de la présente décision qui sera notifiée à TV5 Monde et à tout distributeur de services audiovisuels installé au Burkina Faso.

**Ouagadougou, le 18 juin 2024**

Pour le Conseil supérieur de la communication

**Le Président**



**Idrissa OUEDRAOGO**

*Chevalier de l'Ordre du Mérite des Arts  
et des Lettres et de la Communication*

**Ont siégé :**

1. Monsieur Idrissa OUEDRAOGO, Président ;
2. Monsieur Wendingoudi Louis Modeste OUEDRAOGO, Vice-président ;
3. Madame Tonssira Myriam Corine SANOU, membre ;
4. Monsieur Wendouaga Serge Parfait COMPAORE, membre ;
5. Monsieur Issaka Yves OUEDRAOGO, membre ;
6. Monsieur Abdoulaye TAO, membre ;
7. Monsieur Abdoul Karim Ouelezan BANAOU, membre ;
8. Madame Aïcha DABRE, membre.
9. Monsieur Issa Laknapin Alexandre ZOU